TANDEM

BULLETIN TRIMESTRIEL D'INFORMATION DU PNUD BENIN

N°53 [OCTOBRE -DECEMBRE 2022]

Accès des populations hors réseau à l'énergie propre et abordable au Bénin

Page 8

Revue annuelle 2022 du Programme de coopération entre le Bénin et le PNUD

Occasion de dialogue et de concertation entre toutes les parties prenantes, la revue conjointe du cadre de coopération 2019-2023 entre le Gouvernement du Bénin et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), tenue le 8 décembre 2022 à Benin Royal Hôtel à Cotonou, a permis de discuter des performances réalisées au titre de 2022 et de la pérennisation des acquis.

Conformément aux dispositions du PNUD pour la gestion des projets et programmes, le programme Pays est mis en œuvre selon une approche par portefeuille. On distingue deux (2) portefeuilles à savoir: **(1) Croissance économique inclusive, forte et durable** et (**2) Consolidation de la démocratie, promotion de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance.** Ils couvrent les thématiques suivantes : (i) la Croissance économique inclusive/Emploi, (ii) l'environnement et les changements climatiques, (iii) l'énergie, (iv) l'Etat de droit et gouvernance politique, (v) la gouvernance administrative et (vi) la gouvernance économique et politiques de développement. L'évaluation indépendante à mi-parcours réalisée en octobre 2022 a permis de constater que 80% des objectifs visés sont atteints.

Vue partielle des participants à la revue annuelle

Le Directeur Général du Financement du Développement, M. Victorin Ede Yaovi a remercié le PNUD pour son appui fort apprécié et invité les directeurs nationaux de projet à redoubler d'ardeur pour plus de performance.

Les interventions dans le domaine de la croissance inclusive, forte et durable ont permis d'obtenir des résultats tangibles. Des efforts importants ont été déployés en termes de renforcement des capacités stratégiques au niveau national, d'élaboration de politiques et de plaidoyer. Entre autres résultats, on peut retenir que :

- **8058** personnes ont eu accès à des avoirs financiers, de 2019 à 2022 ;
- **23669** personnes ont eu des emplois, de 2019 à 2022 ;
- **12761** personnes dont 6.629 femmes ont bénéficié de formations de masse sur l'éducation financière l'alphabétisation numérique et l'entrepreneuriat dans le cadre du projet R2R;
- **779** jeunes entrepreneurs ont été appuyés par le Projet d'Appui au développement de l'Agrobusiness (PDAB) ;
- **21289** bénéficiaires utilisent les technologies agricoles adaptées aux changements climatiques, de 2019 à 2022 ;
- Les municipalités de Avrankou, Bopa, Bohicon, Savalou, Ouaké, ont désormais pris en compte le changement climatique et le genre dans leur plan de développement communal ;
- **10** infrastructures d'eau (Retenues avec espaces aménagés, abreuvoirs, enclos piscicoles, etc), ont été mises en place à Avrankou (02), Bopa (02), Bohicon (01), Savalou (03), Ouaké (02) ;
- **3056** femmes engagées dans l'agriculture de subsistance ont été formées / renforcées sur les moyens de subsistance alternatifs à l'agriculture ;
- **3154** charbonniers dont **380** femmes ont été formés sur (i) les bonnes pratiques et normes dans la promotion de la carbonisation améliorée, (ii) l'implantation, l'installation, la Construction, l'exploitation et la production de charbon écologique, dans le cadre du projet PANA Energie ;
- **3** transformateurs intelligents, **84** lampadaires solaires, **13** mini centrales ont été installés et mis en service pour faciliter l'accès aux énergies résilientes aux communautés vulnérables des communes d'interventions du PANA Energie.

Dans le domaine de la gouvernance, les interventions ont permis d'obtenir des résultats appréciables en matière de fonctionnement des institutions de la République, de digitalisation et de lutte contre la corruption. Ces résultats ont permis un renforcement de la e-gouvernance et un accroissement de l'efficience des structures administratives. Les actions ont permis d'améliorer la transparence du Parlement béninois, et d'outiller les institutions chargées de l'organisation des élections au Bénin notamment la Commission Electorale Nationale Autonome (CENA) et de renforcer les capacités nationales de gestion pacifique des conflits et de prévention de l'extrémisme violent en réponse aux politiques et priorités nationales. On peut noter entre autres :

- Appui de l'Assemblée nationale dans l'élaboration du recueil des projets d'investissement publics inscrits au budget de l'Etat et de celui des recommandations formulés par les Députés au Gouvernement lors de l'examen de loi de finances gestion 2022;
- Renforcement des capacités des députés et du personnel d'appui de la Commission des finances, sur les techniques de contrôle parlementaire de l'exécution des budgets programmes ;
- **20** plateformes de service et de participation publique mis en place et opérationnelles ;
- **04** guichets SRU mis en place et opérationnels (MTFP, DDTFP Abomey, Parakou et Natitingou) ;
- **19** centres communaux de services publics mis en place et opérationnels: Adjohoun, Ouidah, Aplahoué, Pobè, Allada, Djidja, Dassa-Zoumè, Bassila, Djougou, Péhunco, Tanguiéta, Bembèrèkè, Kandi, Malanville, Nikki, Ouèssè, Covè, Adjarra et Sèmè ;
- **04** outils de suivi des ODD mis en place: (i) la plateforme de suivi des Indices ODD (SI-ODD); (ii) la plateforme de mesure de la sensibilité des PTA aux ODD ; (iii) l'Outil Intégré de Planification et de Reporting (IPRT) et (iv) la Plateforme de suivi et de reporting des Agendas 2030 et 2063 de l'Union Africaine (MRS)
- Appui à l'élaboration et à l'opérationnalisation du Document portant cadre décennal de mise en œuvre des ODD ;
- Appui à l'élaboration du Rapport National de suivi de la mise en œuvre des actions prioritaires et de revue des indicateurs ODD au titre de l'année 2021 ;
- Appui à l'évaluation finale de la Politique Nationale d'Evaluation (PNE) 2012-2021 et à l'élaboration de la PNE 2022-2030 ;
- Appui à la lutte contre l'extrémisme violent à travers les projets Extrémisme violent (Bénin, Burkina, Togo), et le projet d'appui à la cohésion sociale aux communes de Djougou, Parakou et Bohicon. Phase pilote de Djougou, qui vient de démarrer.

M. José Hermann Wabo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin a remercié les cadres des différents départements ministériels, les directeurs nationaux des projets, les équipes de projet pour tout le travail abattu en 2022. Il a par ailleurs adressé ses vifs remerciements à tous nos partenaires techniques et financiers notamment le Gouvernement du Bénin, le Japon, la Turquie, l'Inde, l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Allemagne et le Qatar pour leur soutien et confiance renouvelés.

Le programme de Coopération (CPD) 2019-2023 viendra à terme en décembre 2023. L'année 2023 sera essentiellement consacrée à l'élaboration du nouveau Programme Pays à la suite de l'élaboration du nouveau cadre de coopération entre les Nations Unies et le Bénin - UNSCDF (2023-2026).

Vue partielle des participants à la revue annuelle

Formation des formateurs sur la budgétisation sensible aux ODD au Bénin

La Direction Générale du Budget du Bénin a organisé et abrité avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) du 15 au 22 décembre 2022 une formation des formateurs, sur le thème : « **La budgétisation sensible aux objectifs de développement durable (ODD) pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030** *». Désormais, l'intégration des ODD se fera à toutes les étapes du cycle budgétaire à travers un système automatisé (SIGFP).*

Cette formation fait suite aux différents travaux de contextualisation, d'appropriation, de costing, de spatialisation et de mise en œuvre des ODD au Bénin. Elle a pour objectif d'améliorer les connaissances des fonctionnaires de l'Etat, des représentants des institutions de la République, des acteurs des Communes, du secteur privé et des OSC sur le cadre de budgétisation des ODD, dans le but d'identifier les réformes clés à soutenir, afin de progresser convenablement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Un accent particulier est mis sur les domaines prioritaires à savoir : les secteurs sociaux, le capital humain, la protection sociale, l'environnement et les changements climatiques.

La Directrice Adjointe du Budget et l'Economiste principal du PNUD au Bénin à l'ouverture des travaux

A l'ouverture des travaux, l'Economiste

Principal du PNUD Bénin, M. Francis Andrianarison a souligné la nécessité pour le Bénin de mettre en place un cadre national intégré de financement des ODD (CNFI ou INFF en anglais). A sa suite, Mme Christiane Kuadjo, Directrice Adjointe du Budget a remercié le PNUD de son appui pour la tenue effective dudit atelier et le Ministre de l'Economie et des Finances pour avoir autorisé le déroulement des travaux. Tout en rappelant la mission de la Direction Générale du Budget, quant à l'élaboration et le suivi de l'exécution de la loi de finances, elle a exhorté les participants à plus d'engagement en vue d'un meilleur résultat à l'issue de la formation.

Partage de l'expérience du Bénin en matière de cadre national de financement intégré

Pendant les six (6) jours d'échange et de partage d'expériences, il y a eu au total 17 communications et quatre (4) travaux de groupes. Les communications ont porté sur des thématiques diverses notamment le bon modèle de budgétisation des ODD: Présentation du Guide méthodologique élaboré par le PNUD pour la mise en place d'un processus de budgétisation sensible aux ODD.

Il est à noter des partages d'expériences de l'Arménie : sur le codage et étiquetage du budget pour les ODD, présenté par Mme Ligia Ghazaryan, Coordonnatrice de projet, PNUD Arménie ; la Budgétisation: Intégration des ODD à travers le plan comptable élargi au Ghana présentée par M. Nana Yaw Yankah, Economiste principal au ministère des finances du Ghana ; celle de l'Ouzbékistan, présenté par M. Fayzulla Salakhuddinov, chef de projet, PNUD Ouzbékistan ; la Budgétisation Verte : Méthodologie et aperçue de travail du BRH, présenté par M. Asad Maken, Conseiller régional en financement public du climat et M. Vivek Misra, expert régional en gestion des finances publiques, Hub régional de Bangkok du PNUD; la Budgétisation du changement climatique au Bénin (d'après l'engagement CABRI et Promesse Climatique), présenté par Mme Susanne Olbrisch, Spécialiste des finances climatiques au PNUD ; Expérience d'UNICEF Benin – Recommandations pour la priorisation des domaines de l'éducation, la santé, la protection sociale à travers le budget, présenté par M. Mohamed Aboubakari, Spécialiste des Politiques Sociales chargé des Finances Publiques, UNICEF Bénin pour ne citer que ceux-là.

Des différentes communications, il ressort que l'approche d'intégration des ODD au budget passe d'abord par l'alignement des politiques nationales aux ODD et la contextualisation des cibles des ODD, pour être en harmonie avec les réalités du pays. Ainsi, des particularités sont notées dans les modèles appliqués par d'autres pays. C'est le cas du Ghana, qui a institué une charte des comptes par ODD et par ministère. Certains pays ont procédé à l'étiquetage des ODD, à l'instar de l'Ouzbékistan. Il y a aussi le cas de l'Ouganda qui a la pratique de certificat de conformité budgétaire. Pour assurer la mise en œuvre des ODD, plusieurs pays ont aussi mis en place un cadre de financement approprié, afin de mobiliser les financements nécessaires.

Se fondant sur les différentes présentations, des travaux de groupe ont été organisés. L'exercice a révélé que le renforcement de l'efficacité, de l'équité et des considérations climatiques sont des priorités essentielles dans le processus de budgétisation des ODD au Bénin. Il est retenu que le Bénin applique plus ou moins les pratiques exposées dans les expériences de budgétisation des ODD, dans son modèle actuel de budgétisation qui reste cependant perfectible. Il faut noter que le Bénin s'illustre également bien dans la pratique de la transparence et de redevabilité budgétaire qui le positionne à des rangs honorables dans l'espace francophone d'Afrique.

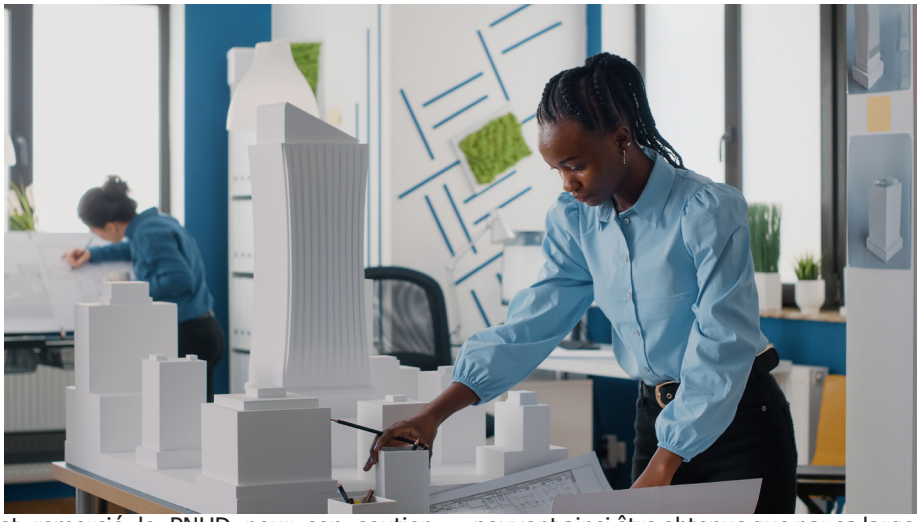
La formation a été coordonnée par Mme Orria Goni, Conseillère régionale en financement des ODD et en coopération Sud-Sud du Hub Régional du PNUD à Prétoria. Les travaux de groupes ont été animés par Mme Ana-Maria Beldiga, Spécialiste en financement des ODD du Hub Régional et par M. Dénis Mouzoun du PNUD Bénin.

Cet atelier de formation fait simultanément en présentiel et en ligne, a regroupé d'une part, plus de 80 participants, cadres de l'Administration Centrale, des Communes, du Parlement, de la Société Civile et du secteur privé, et d'autre part, plus de 20 Experts, les représentants du gouvernement du Ghana et de l'Ouganda, les personnes ressources intervenant depuis le Hub Régional du PNUD à Pretoria, le Hub régional du PNUD à Bangkok, les représentations du PNUD en Arménie, Ghana, Ouzbékistan, Ouganda, le bureau régional ouest-africain de l'UNICEF, l'UNICEF Bénin et le PNUD Bénin.

A l'issue des travaux, il a été retenu que le processus de budgétisation des ODD devra être piloté par le Ministère de l'Economie et des Finances sur la base d'un modèle qui couvre les 17 ODD assortie des 49 cibles prioritaires retenues par le Bénin. Par ailleurs, sur la base des idées et des expériences partagées lors de l'atelier de budgétisation des ODD, la Direction générale du Budget va proposer et faire exécuter une feuille route dans l'implémentation de la budgétisation des ODD. Enfin, la feuille de route sera intégrée au plan d'action du CNFI, dans le cadre du processus de développement de la stratégie de financement intégrée.

Le PNUD appuie la mise en place d'un Pôle d'Innovation et de Technologie à l'Université d'Abomey Calavi

Transformer les universités publiques d'Afrique en des espaces d'innovation, d'expérimentation et d'apprentissage accéléré, c'est l'objectif de l'initiative **Timbuktoo** lancée par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique. Dans le cadre de l'opérationnalisation de cette initiative au Bénin, le Représentant de Madame la Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a procédé le 18 novembre 2022 au lancement officiel des travaux de construction des bâtiments devant abriter le Pôle d'Innovation et de Technologie de l'Université d'Abomey-Calavi (UAC).



Dans son mot de bienvenue, le Professeur Yenadou Houessou, Vice-Recteur chargé des Affaires académiques de l'UAC a fait observer que l'Université a accueilli plus de 96 000 étudiants pour l'année académique 2021-2022 dont plus de 75% sont inscrits dans la filière des sciences et technologie. Malheureusement, la plupart des jeunes diplômés de cette filière atterrissent souvent dans des activités, qui ne correspondent pas à leur profil de base. Il a salué l'initiative Timbuktoo et remercié le PNUD pour son soutien. « C'est ici que la recherche universitaire et le marché du travail trouvent un cadre pour s'enrichir », a souligné M. Houéssou.

« L'innovation est un moteur essentiel du progrès économique et bénéficie aux consommateurs, aux entreprises et à l'économie dans son ensemble. [...] Les effets de l'innovation sur la croissance ne peuvent ainsi être obtenus que par sa large diffusion. C'est l'une des raisons d'être du Pôle d'Innovation et de Technologie d'Abomey-Calavi à travers son Bureau de Transfert de Technologie», a déclaré M. Aouale Mohamed Abchir, Représentant Résident du PNUD au Bénin. Il a émis le vœu de voir sortir de ce Pôle d'innovation et de technologie de jeunes béninoises et béninois, étudiants, ingénieurs, capables

d'apporter des solutions innovantes aux défis de l'heure pour les grandes entreprises en matière de technologie et d'accompagner le Gouvernement du Bénin dans la modernisation des principaux secteurs de l'économie.

Le Pôle d'Innovation et de Technologie est à la fois un espace physique et une culture créative dans lesquels les innovateurs potentiels issus des populations d'étudiants et de professeurs de l'université, toutes les disciplines confondues, et même des personnes extérieures à l'université ont une place de choix. Il est composé d'un Maker-Space+ moderne ouvert à toutes les étudiantes et tous les étudiants des Universités du Bénin et à d'autres innovateurs ; d'un laboratoire de conception moderne (Design Lab), d'un espace de travail collaboratif pour des conférences, hackathon, etc. ; et d'un bureau de transfert de technologie dont le rôle sera non seulement de mettre sur le marché les développements de la recherche, mais aussi de rapprocher la recherche de l'industrie et du secteur privé.

Vue partielle des participants

« L'infrastructure qui va abriter dans quelques mois le Module d'Innovations Technologiques occupe une superficie de 2000 m2 et contribuera à une meilleure employabilité des jeunes. Notre espoir est de voir ce module entièrement achevé, devenir un pôle d'attraction pour tous les innovateurs en sciences et technologie au Bénin », a indiqué le Directeur Adjoint de Cabinet, Représentant Mme Eléonore Yayi Ladekan, Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

L'initiative Timbuktoo permet de mettre en place un réseau panafricain d'innovation constitué de huit (8) hubs régionaux et de dix (10) Pôles nationaux créés au sein d'universités publiques dans dix (10) pays dont le Bénin. Pour sa mise en œuvre au Bénin, le PNUD a mobilisé un financement d'environ 3 millions de dollars USD pour une période de trois ans.

Pose de la 1ère pierre du bâtiment devant abriter le Pôle d'Innovation et de Technologie de l'Université d'Abomey Calavi

Accès des populations hors réseau à l'énergie propre et abordable au Bénin

Au Bénin, l'accès limité des populations hors réseau à l'énergie prive des milliers d'individus de possibilités d'accès à d'autres services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et l'eau. En 2022, environ 15 000 personnes dont 7 800 femmes et entreprises en zones rurales ont pu avoir accès à l'énergie propre, moderne et abordable grâce à l'installation de cinq (05) mini-centrales solaires photovoltaïques financées par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

« Transformer la vie des millions de personnes est l'un des objectifs des actions du PNUD, et la mise en place de mini centrales photovoltaïques y contribue », affirme M. Aouale Mohamed Abchir, Représentant Résident du PNUD au Bénin.

Pierrette KOUTON vit à Atangodo dans la commune d'Avrankou. Cette jeune dame fait du petit commerce de produits vivriers (patate douce, noix de palme, etc.). Avant, Pierrette devrait se déplacer de son village vers les marchés de Ouando, Misserété ou Adjarra, où elle commercialise ses produits et pour aller charger son téléphone portable à 100 Fcfa (0,31 USD) sans oublier les frais de transport à moto qui s'élèvent à 1250 Fcfa (2,2 USD). Cette situation engendrait pour Pierrette un manque à gagner de 1900 Fcfa (3,8 USD) par jour. Mais depuis la mise en service de la minicentrale solaire photovoltaïque d'Atangodo, Pierrette est visiblement satisfaite. Elle exprime sa joie et son soulagement de disposer enfin de l'électricité à proximité et à coût abordable. Elle voit ses activités économiques connaitre un -essor.

« Je suis très contente de cette mini-centrale solaire dans mon village, qui nous fournit l'éclairage public. Je me sens désormais plus en sécurité et ne vais plus craindre les morsures de serpent la nuit ou même des agressions d'individus du fait de l'obscurité dans le village ».

En dépit des efforts que déploie le Gouvernement du Bénin dans le domaine de l'énergie, le taux national d'électrification en milieu rural est de 7,5 % en 2021. Ce taux progresse lentement, soit de plus de 0,6% par an. Dans les zones rurales, les populations disposent pour la plupart du temps d'un faible revenu. Les ménages en situation de précarité énergétique doivent consacrer

une partie de leurs ressources aux dépenses en énergies traditionnelles voire fossiles comme l'éclairage des habitations, la recharge de téléphones portables, etc. Cet état de choses justifie la nécessité de catalyser le marché de l'énergie hors réseau à base d'énergie à faible empreinte carbone, afin de fournir des services énergétiques propres et abordables aux populations.

La coopération entre le Ministère de l'Energie et le PNUD est basée sur l'accélération de l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD 7 & 13) à travers l'installation de mini-centrales solaires photovoltaïques intelligentes résilientes et la nécessité de catalyser le marché de l'énergie hors réseau afin de fournir des services énergétiques propres et abordables.
« La promotion des énergies renouvelables, c'est désormais incontournable dans notre pays ; que ce soit en milieu urbain ou en milieu rural grâce aux appuis qui viennent conforter l'élan du Gouvernement », a déclaré M. Dona Jean-Claude Houssou, Ministre de l'énergie.

A travers le projet « **Faciliter l'accès des énergies renouvelables en hors réseau électrique aux communautés vulnérables pour la reconstruction post COVID-19 : une intervention qui inverse la donne les sortant de la pauvreté et des inégalités** » mis en œuvre par le Gouvernement du Bénin à travers le Ministère de l'Energie, cinq (5) mini-centrales solaires photovoltaïques chacune d'une puissance de 7500 Wc ont été installées et mises en service en 2022 dans les localités de Atangodo (Avrankou), Ayiogbé (Djidja), Kogadji (Savalou), Kassagbéga (Copargo) et Kosia (Sinendé).

Cet investissement du PNUD (Ressources TRAC 2) pour un montant de 1 500 000 USD contribue à accroitre la pénétration des énergies renouvelables dans le hors réseau et dans le mix énergétique national. Dans chacune des cinq (5) localités, la minicentrale solaire à but multiples est dotée de : dix (10) lampadaires solaires ou candélabres solaires (triple-éclairage) de 100 W pour l'éclairage public, un poste de recharge/ Kiosque solaire contenant des bancs de charge pour 200 lampes à diode électroluminescente (LED) portatives et rechargeables et 100 portables, un congélateur solaire de 300 litres de capacité ; 18 bactéries de 12V/200A ; 22 panneaux solaires, un matériel audio-visuel, un accès aux services numériques (internet pour les élèves du secondaire) et un hangar de capacités variables en termes de personnes.

L'installation de ces mini-centrales solaires photovoltaïques offre plusieurs avantages aux populations bénéficiaires:

- Développement des activités économiques à travers la création des marchés ruraux de nuit. Ce qui entraîne une forte augmentation des échanges commerciaux sources de revenus additionnels pour la population ;
- Développement des Activités Génératrices de Bénéfices (AGB) telles que la fabrication et la commercialisation de la glace, la conservation des produits agro-alimentaires, la recharge des équipements de faibles puissances (téléphone GSM, lampes portatives, etc.) à base de solaire en remplacement des lampes torches à piles, des lampions à pétrole, des groupes électrogènes à essences ou gasoil, etc.
- Au moins 6000 élèves et écoliers peuvent étudier facilement à la tombée de la nuit grâce aux lampadaires et améliorer leurs performances scolaires
- Réduction d'au moins 300 tonnes par an des Gaz à effet de serre autrefois émis par l'utilisation des sources électriques traditionnelles et polluantes (piles, lampions à pétrole, groupes électrogènes, etc.);
- Accès à l'information et aux modes de communication (par exemple radio, télévision, internet, etc.) grâce au développement des énergies solaires PV résilients.

Pour assurer la durabilité des infrastructures, il est prévu l'implication du secteur privé avec la mise en place d'un système d'affermage. Les différents services énergétiques fournis par la mini-centrale solaire photovoltaïque offrent des revenus importants pour chaque entreprise promotrice locale.

Don de matériels et équipements pour renforcer la résilience socio-économique des populations de Djougou

La Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance, Madame Véronique Tognifodé a présidé le 15 décembre 2022 à la cérémonie de remise partielle de kits de matériels et équipements à quatre groupements féminins et sept porteurs de projet de la commune de Djougou. Offert par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en partenariat avec le Gouvernement, ce don vise à renforcer la résilience socio-économique des populations les plus exposées à l'extrémisme violent et s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement de la cohésion sociale contre l'extrémisme violent.

Le Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin et la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance lors de la cérémonie de remise des matériels équipements

Composé de matériaux de construction, de machines à tisser, des moulins à condiments, des ustensiles de cuisine…. pour les groupements de femmes et jeunes porteurs de projets, ce don est destiné à une partie des bénéficiaires du projet cohésion sociale des communes de Djougou, Bassila, Copargo et Ouaké. Il vise à encourager et soutenir les initiatives entrepreneuriales des jeunes et des femmes de ces communes et à les mettre à l'abri d'éventuels appâts des organisations terroristes.

« Le présent appui s'inscrit dans le cadre des efforts du Gouvernement à améliorer les conditions de vie des populations en situation de vulnérabilité, en l'occurrence celles exposées aux risques de radicalisation et d'extrémisme violent, à travers le projet d'appui à la cohésion sociale dans les communes de Djougou, Parakou et Bohicon » a rappelé Madame Véronique Tognifodé, Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance

dans son allocution.

Monsieur José Wabo, Représentant Résident Adjoint du PNUD, partant de la genèse des attaques terroristes au Bénin a présenté quelques résultats d'études sur la situation de Djougou. Il en ressort que : « la commune de Djougou présente plusieurs vulnérabilités spécifiques qui l'exposent au risque de l'extrémisme violent. Face à ces multiples défis et risques, les autorités béninoises en collaboration avec le PNUD ont initié le Projet d'appui à la cohésion sociale dans la commune de Djougou pour renforcer la résilience socioéconomique des personnes vulnérables, notamment des jeunes et femmes des localités concernées ».

Connu pour sa légendaire culture de paix, le Bénin, avec l'appui de ses partenaires, reste très engagé pour la préservation des acquis en matière de solidarité et de soutien aux plus démunis a complété Madame la Ministre. Pour elle, ce projet constitue une opportunité offerte aux femmes, filles, jeunes artisans et agro-éleveurs de bénéficier d'un moyen financier et matériel ainsi que d'une assistance technique pour entreprendre des activités ayant une plus-value durable et surtout un impact positif sur leur environnement familial et communautaire.

Les premiers bénéficiaires de ce don de matériels et équipements exercent dans différents domaines à savoir l'agriculture, l'élevage, l'agroalimentaire, la pisciculture.... Tout en remerciant le Gouvernement et le PNUD pour cet appui, ces bénéficiaires comptent l'utiliser judicieusement pour renforcer leurs domaines d'activités.

Vue partielle des matériels et équipements offerts aux communautés

Campagne d'activisme contre les violences basées sur le genre au Bénin

A l'instar de la communauté internationale, le Bénin a célébré le 25 novembre 2022 à la place de l'Amazone de Cotonou la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. A l'occasion, la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance, Madame Véronique Tognifodé a procédé au lancement de la campagne des 16 jours d'activisme contre les violences basées sur le genre (VBG), en présence des personnalités et partenaires techniques et financiers du groupe Genre et Protection Sociale dont le Représentant Résident du PNUD au Bénin.

Les violences basées sur le genre font partie de celles les plus répandues et demeurent les moins signalées en raison de la stigmatisation, de la honte et de la peur des représailles, a fait observer le 1er Adjoint au Maire de la Ville de Cotonou. Il s'est engagé au nom de la municipalité de Cotonou à soutenir tous les efforts et actions favorisant l'épanouissement des femmes.

En 2019, 69% des femmes ont au moins subi une violence dans leur vie au Bénin. Par ailleurs, 708 cas de mariage forcé ont été enregistrés selon une enquête réalisée en 2021, a indiqué Monsieur Richmond Tiémoko, Représentant Résident de l'UNFPA, Chef de file des partenaires techniques et financiers du groupe Genre et Protection sociale. Tout en appréciant les différentes initiatives de protection sociale prises par le Gouvernement ainsi que les actions de prise en charge des victimes de VBG, il a appelé les autorités politico-administratives à veiller à l'application des mesures en place et renouvelé l'engagement des PTF à soutenir les efforts du Gouvernement.

L'un des actes forts posés par le Gouvernement a été la création en juillet 2021 de l'Institut National de la Femme, placé sous la tutelle de la Présidence de la République. Il a pour mission d'œuvrer à la promotion de la femme aux plans politique, économique, social, juridique et culturel aussi bien dans la sphère publique que privée et de lutter contre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard de la femme.

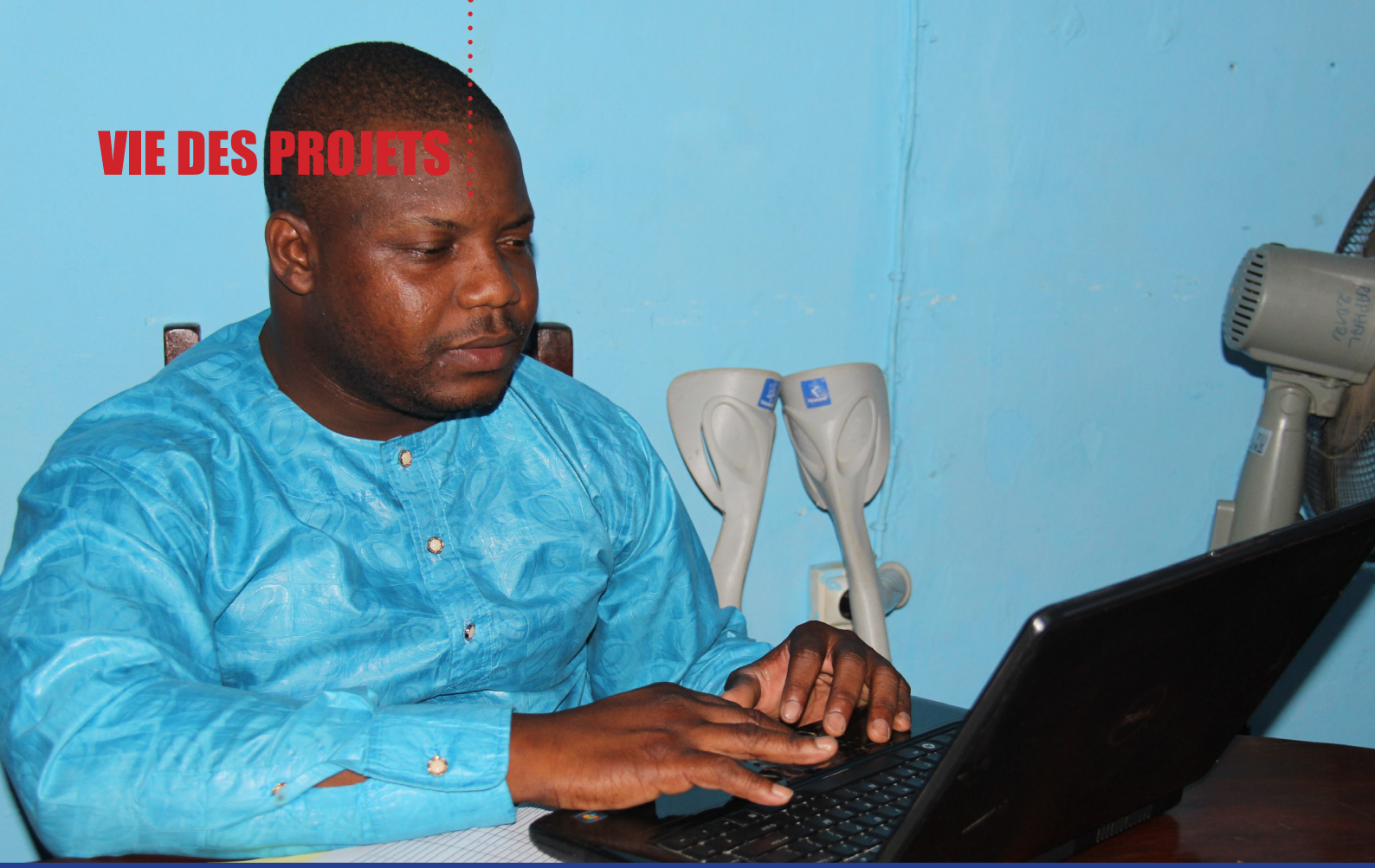
Madame Claudine Prudencio, Présidente de l'Institut National de la Femme a affirmé qu'au cours de la 1ère année de fonctionnement de l'institut, 156 plaintes ont été recensées. En dépit du fait que l'arsenal juridique soit bien fourni au Bénin, le nombre des plaintes ne cesse de s'accroitre, qu'il s'agisse des cas de viol sur mineur, de violence patrimoniale ou autres. Elle a lancé un appel à la responsabilité de tous, hommes et femmes, jeunes filles ou jeunes garçons à ne jamais être complice, auteur, co-auteur d'actes actifs ou passifs de quelque violence que ce soit à l'égard des femmes et des filles en s'appropriant le slogan : « Même la plus insignifiante VBG ne passera pas par moi ! ».

La Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance, Madame Véronique Tognifodé n'a pas manqué aussi de présenter l'état des lieux des violences basées sur le genre, qui montre une augmentation exponentielle des cas : femmes battues à mort, violées, viol sur mineur, mariage forcé, précoce, etc. « Pour atteindre les cibles des Objectifs de Développement Durable, il est urgent de briser la chaîne du silence », a -t-elle déclaré. Elle a convié les femmes au courage et à la détermination en se référant au symbole de l'Amazone. Quant aux hommes, elle les a exhortés à la masculinité positive, une manifestation de leur engagement à combattre toute forme d'abus dont sont victimes les

De gauche à droite, le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Bénin, la Représentante Résidente de l'UNICEF et le Représentant Résident du PNUD au Bénin et d'autres partenaires

femmes.

Les manifestations officielles de la journée ont pris fin avec la visite de stands, des offres de services d'écoute et d'information et de l'exposition d'articles de survivantes de VBG. Il est à noter que plusieurs structures et organisations sont impliquées dans cette campagne d'activisme, qui se poursuit jusqu'au 10 décembre 2022, journée des Droits de l'Homme. Il s'agit du Ministère des Affaires Sociales et de la Microfinance, l'Institut National de la Femme, les agences du Système des Nations Unies dont l'UNFPA et le PNUD; les Ambassades des Pays Bas, de la France, du Canada; l'Union européenne; Plan International; Care Bénin-Togo, Médecins sans frontières, le Réseau des Féministes du Bénin pour ne citer que celles-là.



Le handicap n'est pas une maladie contagieuse

Au Bénin, le nombre de personnes handicapées est estimé à 92 495 dont 48,04% de femmes selon les données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH4) de 2013. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) œuvre de concert avec la Fédération des Associations de personnes handicapées au Bénin, le Gouvernement et d'autres partenaires pour favoriser leur inclusion sociale.

« La perception vis-à-vis des personnes handicapées a beaucoup changé. Malgré les sensibilisations, on note encore des réticences dans les familles et dans la société pour leur inclusion sociale. Certaines personnes vivant avec un handicap continuent d'être victimes de discrimination et de marginalisation. Cette situation s'est accentuée avec l'avènement de la COVID-19 », a affirmé Pamela Falola, personne handicapée visuelle et membre du Réseau des Associations de Personnes Handicapées du département du Littoral (RAPH).

COVID-19 lourdement ressenti

« Beaucoup de personnes handicapées se sont senties isolées et abandonnées surtout avec les mesures de distanciation sociale pendant la crise sanitaire de COVID 19 », s'indigne Damien Falola, membre du RAPH Littoral basé à Cotonou. « Le matériel roulant mis à notre disposition en cette période de la COVID 19, par le PNUD nous a beaucoup aidé pour les sensibilisations et pour nos déplacements d'une manière générale », reconnait Calixte Ahodekon, Responsable administratif et financier de RAPH Littoral. En accompagnement aux efforts du Gouvernement dans la lutte contre la pandémie du Coronavirus (COVID-19), le PNUD a offert en 2020 à Cotonou un lot d'équipements et de matériels de protection et d'hygiène sanitaire aux personnes vivant avec un handicap au Bénin. Ce don est composé de : 14 motos tricycles destinées aux responsables des réseaux départementaux des personnes handicapées pour mener facilement des actions de sensibilisation de proximité au niveau communautaire ; de dispositifs de lavage de mains, de gels hydro alcooliques et masques de protection.

Dans la plupart des sociétés, les personnes handicapées sont confrontées à plusieurs obstacles notamment l'accessibilité aux bâtiments publics qui ne prévoient pas souvent de rampe ou d'ascenseurs pour les personnes handicapées moteurs, à l'information, à l'emploi, aux connaissances et donc courent un plus grand risque d'être laissées de côté si des mesures appropriées ne sont pas prises en leur faveur.
Pour faciliter leur quotidien, elles ont besoin de différents types de matériels techniques adaptés à leur handicap. Il s'agit des aides techniques, les matériels médicaux notamment des béquilles, des prothèses, des cannes blanches, fauteuils roulants, etc.

« Je suis une personne handicapée moteur. Depuis près de 10 ans, ma prothèse est gâtée. Faute de moyens, je

n'ai pas pu me procurer de nouvelles. Le fait de continuer à utiliser une prothèse usée m'a déformé la colonne vertébrale et a accentué mon handicap », raconte Damien Falola, personne handicapée moteur. Il plaide pour la subvention des matériels techniques souvent très onéreux sur le marché.

Le PNUD accompagne la promotion des droits des personnes handicapées au Bénin à travers entre autres l'appui à (i) l'amélioration du cadre juridique, programmatique et institutionnel, (ii) le renforcement de capacités des centres de prise en charge et de formation professionnelle des personnes handicapées (tout type d'handicap); (iii) le renforcement des capacités de la Fédération des Associations des Personnes Handicapées du Bénin (FAPHB) et (v) l'autonomisation économique des femmes handicapées.

Au nom du principe de l'agenda 2030 des Nations Unies qui stipule de « ne laisser personne de côté », le PNUD a renforcé en mars 2022 les capacités des centres spécialisés de formation des personnes handicapées visuelles et auditives en leur offrant des matériels et équipements informatiques pour faciliter la vulgarisation des différents documents de protection des droits des personnes handicapées et leur accès à l'information d'une part et pour renforcer les activités de terrain des Organisations des Personnes Handicapées auditives et visuelles situées dans plusieurs communes du Bénin (Parakou, Cotonou, Porto-Novo, Natitingou, Adjara, Abomey-Calavi, etc.) d'autre part.

William Loko-Roca est l'un des bénéficiaires des appuis du PNUD. Cet entrepreneur, autodidacte, est le fondé du Centre pour la promotion des initiatives des sourds du Bénin basé à Cotonou. Devenu sourd à l'âge de sept (7) ans, il défend depuis son jeune âge la cause des sourds muets. Avec l'aide de quelques amis, il a mis en place dans un quartier de Cotonou un centre, qui accueille chaque année près de quatre-vingt enfants et jeunes pour leur éducation et formation professionnelle aux métiers d'artisanat et offre aux apprenants l'enseignement spécialisé en langue des signes.

« Les sourds muets sont souvent victimes d'exclusion dans la société à cause des difficultés de communication qu'ils rencontrent que ce soit dans le cercle familial que dans la société d'une manière générale », se plaint-il. « Pour une meilleure communication avec vos enfants et amis sourds dans votre milieu de vie, il est important d'apprendre la langue des signes », recommande William en sa qualité de Secrétaire général de l'Association Nationale des Sourds du Bénin.

En dehors de leur déficience, les personnes handicapées doivent affronter le regard des autres, les moqueries, les discriminations de tous genres. En conséquence, beaucoup d'enfants handicapés sont gardés dans l'arrière-cour, ne sont pas scolarisés et intégrés dans la société.

Du potentiel à valoriser

« **Le handicap n'est pas une maladie contagieuse, c'est l'environnement social qui rend le handicap lourd**», déclare Marcel Hinvy, Responsable à l'information et à la communication du RAPH Littoral. Marcel déplore le fait que le handicap soit associé à la pitié, car les gens voient les personnes handicapées comme des personnes incapables.

Avec l'appui du PNUD et d'autres partenaires, des décrets d'application requis pour l'entrée en vigueur et la mise en œuvre de la loi sur la protection et la promotion des droits des personnes handicapées (LPPH) sont élaborés et validés. Un guide, pouvant faciliter la prise en compte des besoins spécifiques des personnes handicapées dans les documents de politiques nationales et sectoriels, conformément à la Loi n° 2017–06 du 29 septembre 2017 portant protection et promotion des droits des personnes handicapées en République du Bénin et à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes Handicapées (CDPH) est élaboré et validé.

Photo de famille de personnes handicapées à la suite d'une séance d'échanges

Remise de matériels et équipements agricoles pour améliorer la production des bénéficiaires du PDAB

Le Projet de Développement de l'Agrobusiness au Bénin (PDAB) a procédé à la remise des équipements aux aviculteurs et maraîchers le 29 décembre 2022 à Togba dans la commune d'Abomey Calavi en collaboration avec l'Agence Territoriale de Développement Agricole (ATDA) du Pôle 7.

Ces équipements sont composés de 450 cages avicoles sous forme de batteries en A avec des accessoires et des équipements pour la production de semences maraîchères notamment deux (2) cages de serre, de système d'irrigation et de kit d'emballage. Ils permettront d'améliorer la production des bénéficiaires du PDAB.

L'objectif du PDAB est de promouvoir la création d'emplois à travers la création d'entreprises agricoles viables pour les jeunes et les femmes. Il s'agit : d'apporter un appui institutionnel à l'organisation/ structuration des jeunes entrepreneurs; de faciliter l'accès au financement des jeunes entrepreneurs; de garantir la viabilité, la durabilité et la compétitivité des jeunes entreprises agricoles par

Le Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin et le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche lors de la cérémonie de remise d'équipements

l'accompagnement à l'accès aux marchés et de développer une synergie entre entrepreneurs agricoles par Pôles de Développement Agricole.

Cette remise de matériels et d'équipements aux aviculteurs et maraîchers s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la productivité des exploitations et à l'accès des produits agricoles aux marchés, de la diversification et la promotion des filières à forte valeur ajoutée ainsi que la promotion de l'agro-industrie portée par les Petites et Moyennes Entreprises (PME) du secteur agricole.

« Je voudrais saluer l'initiative de remise d'équipement, de ce jour, car c'est une véritable opportunité qui vous est offerte pour aborder avec détermination les défis de vos entreprises. Elle constitue également pour nous une stratégie pour relever le défi de l'emploi des jeunes et des femmes dans le secteur de l'agriculture. Mon souhait est qu'une fois la remise effectuée, les équipements vous permettent d'améliorer la production en collaboration avec les Agences Territoriales de Développement Agricole (ATDA) et d'autres entrepreneurs, dans le respect des filières agricoles promues par le Gouvernement», a indiqué M. José Wabo, Représentant Résident Adjoint du PNUD au Bénin.

Les bénéficiaires, ont exprimé toute leur gratitude au Gouvernement et au PNUD pour cet appui à travers le projet PDAB. « Nous souhaiterions disposer d'un appareil distributeur d'aliments qui pourrait accompagner les bactéries encore solliciter votre aide pour pouvoir améliorer notre production », a souligné Mme Emma Houndjo, représentante des bénéficiaires. Le Directeur de Cabinet du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et la Pêche, Aguemon Dossa, a quant à lui, invité les bénéficiaires à faire bon usage des matériels.

La cérémonie de remise d'équipements a connu la présence des autorités du secteur agricole notamment du Directeur de Cabinet du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Aguemon Dossa ; du Représentant Résident Adjoint du PNUD, M. José Wabo ; du Directeur Général de l'ATDA du pole 7, Prosper Agossou et d'autres personnalités.

La stratégie de mise en œuvre du PDAB repose sur l'appui coordonné de la chaîne d'accompagnement des jeunes et femmes entrepreneurs au financement (Plan d'affaire, financement, post financement); la mise en place de conventions et accords de partenariat avec les structures spécialisées (SAE, IOB, ABSSA, Banques, etc.) ; l'approche structurante de financement des jeunes et femmes entrepreneurs bénéficiaires (FNDA, Banques, IOB) ; la mise en place d'un mécanisme post financement garantissant la rentabilité, la durabilité et le remboursement des crédits ; la certification des produits des entrepreneurs du PDAB par l'ABSSA.

Une des cages de serre

Cages avicoles sous forme de batteries en A

Photo de famille des participants à la cérémonie de remise des équipements

Visite guidée d'une cage de serre

Célébration de la Journée Internationale des Volontaires 2022 sous le signe de la solidarité

La Journée internationale des volontaires a été célébrée le 5 décembre 2022 à la Mairie d'Abomey Calavi au Bénin sous le thème de la solidarité par le volontariat.

Les manifestations officielles ont été organisées par la Plateforme Nationale des Organisations de Volontariat et d'Echanges de Jeunes au Bénin (PNOVEJ), sous le leadership de l'Agence Nationale pour l'Emploi, en charge du volontariat étatique, et du Programme des Volontaires des Nations Unies (PVNU). Ce fut l'occasion de rendre hommage aux volontaires pour leurs contributions au développement économique et social et de rappeler le rôle déterminant du volontariat comme un levier de solidarité pour construire des communautés plus inclusives et résilientes.

« Lorsque nous agissons ensemble en solidarité, nous sommes plus forts, nous avons un impact positif, nous pouvons changer le monde pour le meilleur », a déclaré M. Salvator Niyonsima, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Bénin. Il a remercié les Volontaires pour leurs actions au quotidien en faveur des communautés. « Vous avez toute notre reconnaissance et nos encouragements à poursuivre ce noble service au profit de l'humanité », a-t-il poursuivi. Il a encouragé l'Etat béninois pour les efforts en cours en vue de la relance du volontariat national et du renforcement du cadre juridique et programmatique du volontariat formel au Bénin.

Au Bénin, les Volontaires des Nations Unies interviennent depuis 1982. **Sur environ 80 Volontaires des Nations Unies (VNU) déployés en 2022 au sein des Agences des Nations Unies, le PNUD en a recruté 36.** Les domaines d'interventions des VNU du PNUD sont :

- La protection de l'environnement, énergie et changement climatique ;
- La promotion de l'emploi des jeunes et le développement de l'agrobusiness ;
- La gouvernance et le développement local ;
- La justice et la protection des droits des personnes vulnérables, notamment les enfants et les personnes privées de liberté ;
- La prévention de l'extrémisme violent ;
- L'appui au politiques et stratégies de développement (économie, statistiques et démographie);
- L'appui à la modernisation et dématérialisation de l'administration publique.
- Etc.

Les Volontaires issues des différentes associations de volontariat au Bénin ont animé un panel de discussion sur le thème « Le volontariat, levier de solidarité pour une société plus inclusive et résiliente ». A l'issue de la cérémonie, il a été présenté des tableaux d'art de trois (3) volontaires finalistes du concours d'art plastique.

La célébration a connu la participation du Représentant du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de la Promotion de l'Emploi, du Directeur Général de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi, du Coordonnateur Résident du SNU au Bénin, du Représentant Résident du PNUD au Bénin, du Représentant de France Volontaires, du Corps de la Paix, de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) et de volontaires et bénévoles de l'ensemble des Associations membres de la plateforme des organisations de volontariat et d'échanges de Jeunes au Bénin.

Sensibilisation du personnel sur les VBG

Dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les Violences basées sur le Genre (VBG), une séance de sensibilisation du personnel a été organisée le 15 décembre 2022 lors de la rencontre de partage de connaissances « Moment of Sharing ».

L'occasion a été donnée d'informer et de sensibiliser le staff sur la situation des VBG au Bénin ; de rappeler à l'attention de chacun son engagement à combattre et à agir contre les VBG sans oublier l'engagement du bureau à assurer un environnement de travail saint et exempt de toutes formes de violences.

Dans son mot introductif, le Représentant Résident du PNUD, M. Mohamed Abchir a exhorté le staff à se sentir concerné par les VBG. « Nous devons être un exemple », a-t-il déclaré. Il s'est engagé à mener au cours de l'année des actions concrètes pour soulager la souffrance des victimes au niveau national.

La violence basée sur le genre (VBG) est un terme générique désignant tout acte nuisible perpétré contre la volonté d'une personne, et qui est basée sur des différences (de genre) fixées par la société entre les hommes et les femmes. Cela inclut les actes qui infligent des blessures ou des souffrances physiques, sexuelles ou mentales, les menaces de tels actes, l'intimidation et d'autres privations de liberté. Ces actes se produisent en public ou en privé.

Après une clarification des concepts de VBG, la Chargée de Programme Genre, VIH Sida et Droits Humains du PNUD Bénin, Mme Josephine Kanakin a présenté les facteurs favorisant les VBG, les formes de VBG actuellement répandues, les voies de recours au Bénin et le rôle du staff des Nations Unies.

Au Bénin, il a été noté ces dernières années une croissance exponentielle des cas de VBG en dépit des actions que mènent différents acteurs étatiques et non étatiques pour les combattre. Le nombre de cas de violences basées sur le genre est passé de 11884 en janvier 2021 à 12594 cas enregistrés en janvier 2022 ; soit une augmentation de 9,43%.
Les facteurs favorisants sont entre autres le stress, les pandémies notamment la COVID 19, les turbulences économiques.

Les structures de prise en charge des victimes de VBG sont : les centres de promotion sociale (CPS), la police, les centres de santé, les ONG, l'Institut National de la Femme et les tribunaux. En cas de VBG, **les numéros verts** à contacter sont les suivants: le **138** ; le **7344** et le Tel : **51078888.**

Malheureusement, fort est de constater qu'il est difficile de faire aboutir un processus de dénonciation de cas de VBG. Plusieurs obstacles s'observent dans la prise en charge des victimes que ce soit au niveau individuel, familial ou au niveau des structures d'accueil des victimes, qui sont presque inexistentes ou dépourvues de moyens.

A l'issue de la rencontre d'échange, le personnel a souhaité que l'intégration du Genre et surtout la prévention des cas de VBG soit renforcée dans la mise en œuvre des projets appuyés par le PNUD.

Photo de famille du personnel à l'issue de la séance d'échanges sur les VBG

Directeur de publication
Aoualé Mohamed Abchir

Rédacteur en chef & Concepteur graphique
Elsie Assogba

Ont contribué
Ibouraima Yankpe ; Fanny Damiano Assogba ; Josephine Kanakin ; Isidore Agbokou ; Marius Gandonou ; Martin Sodji; Sylvano Nougbode et Denis Mouzoun

Coordonnateur de la rédaction
José H. Wabo

Secrétaire de rédaction
Roger Attemba

PNUD Bénin
Lot 111 Zone résidentielle
01 BP 506 Cotonou
Tel: + 229 21 31 63 63 - Fax: + 229 21 31 18 34
Email: registry.bj@undp.org - Site web: www.bj.undp.org

Suivez-nous également sur les réseaux sociaux:
https://www.facebook.com/PNUDBenin
@PNUDBenin

Le PNUD est le principal organisme des Nations Unies qui lutte contre l'injustice de la pauvreté, les inégalités et le changement climatique. Travaillant avec un vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les pays à développer des solutions intégrées et durables pour les peuples et la planète.